



HAL
open science

Recompositions religieuses et politiques en Syrie : les sciences sociales à l'épreuve de la guerre

Poujeau Anna

► **To cite this version:**

Poujeau Anna. Recompositions religieuses et politiques en Syrie : les sciences sociales à l'épreuve de la guerre. Cahier des UMIFRE. Le magazine des unités mixtes / instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE), A paraître, Le fait religieux au prisme des sciences humaines et sociales, 8. hal-03507341

HAL Id: hal-03507341

<https://hal.science/hal-03507341>

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Proposition d'article pour le Cahier des UMIFRE 2021

Dossier thématique « Le fait religieux au prisme des sciences humaines et sociales »

Recompositions religieuses et politiques en Syrie : les sciences sociales à l'épreuve de la guerre
Anna Poujeau, (Ifpo-CNRS)

Introduction

Le programme de recherche *SHAKK De la révolte à la guerre en Syrie : conflits, déplacements, incertitudes* financé par l'ANR et hébergé à l'Ifpo Beyrouth porte sur la genèse de la révolution syrienne et les étapes de sa mutation en conflit à partir des acteurs, des trajectoires, des actions et des récits, jusque-là peu pris en compte. Un des volets du programme *SHAKK* porte précisément sur les recompositions religieuses à l'œuvre dans la société syrienne depuis le début de la révolution et le déclenchement de la guerre. Avant 2011, la majorité de la population syrienne était sunnite et on trouvait à ses côtés de nombreuses autres minorités : chrétienne, druze, ismaélienne, chiite et alaouite. Cette dernière, à laquelle appartiennent Bashar Al-Assad et les membres les plus influents du régime et des services de sécurité, est la plus importante d'entre elle (environ 11% de la population)¹. Depuis 2011, l'ensemble des communautés religieuses présentes en Syrie connaît de profondes reconfigurations, à la fois religieuses, sociales et politiques.

Certains aspects cruciaux du conflit syrien se jouent autour de la question des appartenances confessionnelles. Tour à tour instrumentalisées par le régime lui-même pour légitimer son pouvoir et la répression du soulèvement populaire débuté en mars 2011, mobilisées par les individus eux-mêmes pour justifier leur engagement ou non dans la contestation, érigées en argument politique par les chefs religieux fidèles au régime ou par ceux qui au contraire participèrent à la révolution puis à la guerre, les appartenances confessionnelles sont centrales dans la définition des positionnements politiques des individus, aussi variées qu'ils puissent être et y compris quand celles-ci sont camouflées.

Si celles-ci sont d'ailleurs souvent évoquées dans les analyses géopolitiques du conflit syrien, une focalisation sur leurs expressions politiques les plus radicales et spectaculaires comme celles de l'État islamique (EI) ou des nombreuses factions djihadistes est souvent privilégiée.

Les affaires d'enlèvements : construction d'un objet

Aborder le fait religieux en Syrie dans une perspective anthropologique sans avoir la possibilité de faire du terrain de façon classique impose d'opérer un déplacement pratique et théorique afin d'identifier et d'élaborer des objets qui permettent d'analyser comment les positionnements politiques et les identités confessionnelles et sociales se recomposent de manière profonde. Travailler à distance impose aussi un certain nombre de contraintes méthodologiques qui doivent entièrement faire partie de la réflexion anthropologique. Cette façon de faire oblige à multiplier les points de vue, les sources de documentation et les contacts à distance ou par le biais des réseaux sociaux qui donnent forcément une dimension différente à la relation ethnographique.

Dans ce cadre, les recherches que je conduis au sein du département des études contemporaines de l'Ifpo à Beyrouth et de *SHAKK* consistent en la reconstitution et l'analyse des enlèvements collectifs de membres de minorités religieuses survenus à différents moments du conflit et perpétrés par différentes factions combattantes. Je formule l'hypothèse théorique que travailler sur ces enlèvements, qui font l'objet de mises en scène, de mobilisations politiques et de couvertures médiatiques régionales, parfois internationales, en les considérant comme des « affaires » au sens sociologique du terme (Boltanski, Claverie, Offenstadt et Van Damme, 2007), permet d'en saisir toutes les dimensions et d'en interroger les divers enjeux. En effet, ces affaires

¹ Cette estimation remonte à avant 2011, depuis la démographie syrienne a été largement bouleversée en raison du nombre de victimes fait par la guerre (environ 500 000 personnes selon les estimations les plus basses) et l'exil massif d'une partie importante de la population (environ 6 millions).

d'enlèvements font naître de nombreux discours et récits souvent contradictoires et mobilisent une multitude d'acteurs plus ou moins importants : les institutions et hiérarchies religieuses, le régime syrien, les services de sécurité, les médias, les États étrangers, des hommes d'affaire ou des politiciens qui se positionnent comme intermédiaires et négociateurs entre les différentes parties en conflit, etc. De façon finalement attendue au regard des relations syro-libanaises, on s'aperçoit que le Liban en est souvent un acteur important que ce soit par le biais d'un chef politique (comme Walid Joumblat ou Samir Geagea), les forces de sécurité, le chef de la sûreté générale, le Hezbollah qui combat en Syrie aux côtés du régime ou de différents « experts » locaux intervenants dans les médias nationaux.

À partir de la collecte et de l'analyse des multiples récits que ces affaires provoquent chez les individus concernés par ces dernières de près ou de loin, il est possible de dérouler le fil de véritables mises en drame des identités religieuses individuelles, familiales et régionales qui sont au cœur de la fabrique la plus contemporaine de l'histoire sociale et politique syrienne et des relations syro-libanaises; loin de n'être qu'anecdotiques, ces récits à la fois réflexifs et rétrospectifs constituent l'édifice d'une historiographie syrienne et régionale nouvelle que les sciences sociales peuvent mettre au jour.

La société à l'épreuve de la guerre

Parmi de nombreux enlèvements, on peut citer celui des moniales du monastère grec orthodoxe de Sainte-Thècle par des membres d'al-Nosra en décembre 2013 lors de la bataille de Maclûla et leur libération en mars 2014 (Poujeau : 2021), l'enlèvement de 90 chrétiens par l'État islamique (EI) lors de l'attaque des villages syriaques de la vallée du Khabur dans la province de Hassaké en février 2015, celui de plus d'une centaine de femmes, enfants et vieillards alaouites lors du massacre du village d'Ichtribraq le 24 avril 2015 par al-Nosra², ou encore l'enlèvement d'une douzaine de femmes et enfants druzes en juillet 2018 dans la région du Jabal al-'Arab par l'EI.

Tout en partageant quelques traits communs, chaque enlèvement collectif s'inscrit dans un cadre particulier : le moment du conflit où il survient, la région où il se déroule, la confession d'appartenance des otages, l'obédience politico-religieuse de ceux qui kidnappent et, si les négociations ont lieu, l'identité des médiateurs impliqués. En effet, ces enlèvements ont souvent pour but d'engager de force des négociations avec le régime syrien pour la libération des otages contre rançons, échanges de prisonniers, retraits de zones assiégées, ou ouvertures de possibilités de repliement des combattants. Toujours longues bien qu'urgentes, complexes et en partie secrètes, elles font intervenir une multitude d'acteurs et d'intermédiaires aux intérêts souvent totalement divergents. Les enlèvements de minorités religieuses sont donc des événements qui, en pleine guerre, obligent les différentes parties à ouvrir des négociations. Mais, ces dernières ne peuvent avoir lieu que dans le cas où les circonstances des enlèvements et l'identité des otages présentent des enjeux politiques suffisamment importants aux yeux du régime. Dans le cas contraire, celui-ci peut s'opposer à la tenue de négociations alors même que celles-ci seraient bien engagées et en phase de déboucher sur la libération de plusieurs dizaines d'otages³. En effet, il faut d'une part que chacun des belligérants principaux – à savoir le régime et ceux qui kidnappent – trouvent un intérêt direct à la négociation et à la libération des otages et d'autre part, que chacune des parties négociatrices aient les moyens de fournir des éléments intéressants à la partie adverse⁴.

² Voir à ce sujet le témoignage recueilli par Samar Yazbek dans *19 femmes*, 2017 : 291-297. Les femmes, enfants et vieillards ont été détenus dans la prison de *Harim* à Idleb tandis que la plupart des hommes ont été assassinés.

³ C'est par exemple ce qui s'est passé durant les négociations pour la libération des 90 chrétiens des villages syriaques de la vallée du Khabur enlevés par l'EI. Alors que la rançon demandée par l'EI avait été réunie par les autorités ecclésiastiques syriaques qui ont bénéficié de la mobilisation et du soutien financier importants de sa diaspora, le régime s'est opposé à ce que cette rançon soit versée. L'affaire s'est finalement résolue au prix d'une longue négociation parallèle avec le régime et l'Église syriaque orthodoxe à laquelle appartenaient les otages.

⁴ On peut dans ce cadre citer l'enlèvement collectif de 1500 kurdes (hommes, femmes et enfants) par l'EI en juillet 2014 et la négociation infructueuse qu'a voulu engager Paolo Dall'Oglio avec l'émir de l'EI à Raqqa. Le jésuite italien, fondateur du monastère syriaque catholique de Mar Moussa, installé en Syrie depuis le début des années 1980 et engagé pour la révolution syrienne a disparu à son tour dans les geôles de l'EI depuis ce jour. On peut supposer que le Père Paolo n'avait

De façon générale, ces enlèvements, les négociations et les libérations – quand elles ont lieu – suscitent de nombreuses discussions et polémiques relayées notamment par les médias et les réseaux sociaux mais aussi parmi la population syrienne, en particulier ceux qui appartiennent à la même confession que les victimes de l'enlèvement. Les différents protagonistes, témoins directs et indirects, commentateurs, se disputent sur la véracité des détails du récit, la chronologie des événements et les intentions politiques et religieuses des uns et des autres. L'enlèvement n'apparaît jamais comme un événement simple et les intentions des kidnappeurs comme celles de ceux qui négocient sont souvent suspectes aux yeux des témoins. Chacun cherche à identifier les véritables responsables des faits, à démasquer les intentions cachées, dénoncer ceux qui éventuellement diffuseraient de faux témoignages et des rumeurs, etc. Ainsi, nombreuses sont les tensions et les disputes autour de ces enlèvements qui mobilisent à divers degrés non seulement toute la communauté concernée par les attaques mais aussi une multitude d'acteurs impliqués de diverses manières dans le conflit syrien.

Les enjeux de ces tensions et ces disputes sont fondamentaux à identifier pour comprendre comment dans ces moments, les lignes politiques des uns et des autres peuvent bouger et comment finalement se recomposent les allégeances au pouvoir et aux chefs religieux ainsi que comment se redessinent les appartenances communautaires et régionales.

Conclusion

Ces affaires d'enlèvements font également apparaître que si la guerre a provoqué des destructions immenses, elle a également poussé les Syriens à sortir de la quasi-aphasie dans laquelle ils avaient sombré suite à la vague de répression politique du régime Al-Assad père entre 1976 et 1982. Nombreux sont les récits qui permettent de voir comment les Syriens, malgré dix ans de guerre et de répression, l'exil et la perte sous toutes ses formes se ressaisissent de leur histoire sociale, politique, familiale, villageoise et régionale. Si après dix ans de conflit, le régime n'est pas tombé au sens où il réussit encore aujourd'hui, à cause de la violence qu'il a imposée et l'état de guerre qu'il a provoqué, à se maintenir coûte que coûte, il n'en reste pas moins que la société syrienne de demain ne pourra plus jamais ressembler à ce qu'elle a été jusqu'en 2011. Ceci, non pas simplement en raison des formes politiques que prendra dans l'avenir l'État mais surtout en raison des nouvelles formes sociétales qui émergent depuis une décennie. Si depuis ces dernières années, l'autorité est remise en cause de façon radicale, les subtils rapports de pouvoir construits en fonction des appartenances communautaires et régionales étudiées jusqu'alors ainsi que les positionnements des uns et des autres dans leurs relations à l'autorité se sont totalement transformés et les affaires d'enlèvements constituent de ce point de vue des objets d'étude particulièrement révélateurs.

Bibliographie

Boltanski, Claverie, Offenstadt, Van Damme, 2007, *Affaires, scandales et grandes causes. De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock.

Poujeau Anna, 2021, « L'affaire des moniales de Sainte-Thècle. La communauté chrétienne au cœur d'images et de récits concurrents », in Cécile Boëx et Agnès Devictor (dir.) *Syrie, une nouvelle ère des images. De la révolte au conflit transnational*, Paris, CNRS éditions.

Yazbek Samar, 2017, *19 femmes*, Paris, Stock.

